

Interview réalisée le 31 juillet 1981, à l'occasion du congrès du mouvement Freinet espagnol. Propos recueillis et traduits par Antoine LOPEZ.

1. Pouvez-vous vous présenter et dire quel est votre rôle au sein du mouvement ?

— Je m'appelle Manolo Navarro, j'appartiens au «Grupo Territorial» (G.T.) de Grenade.

Avant tout, il faudrait dire que dans le mouvement espagnol, il n'existe pas... disons... de postes, de charges, comme il peut en exister dans le mouvement français ou dans le mouvement italien. Les responsabilités, ici, sont assumées fondamentalement par les G.T. et non par quelques individus. De plus, c'est le G.T. qui crée les groupes de travail qui prendront en charge chacune de ces responsabilités.

Il arrive la plupart du temps que les gens qui restent... les plus anciens jouent un rôle dynamisant dans le mouvement, sans qu'ils aient pour autant un poste ou une charge précise, sinon à ce niveau plus... spontané.

Donc, dans cette optique, moi, je suis chargé de tout ce qui touche aux publications, au matériel du service des «Editions de l'Ecole Populaire».

— Je m'appelle Baltasar. J'appartiens au G.T. de Madrid. Manolo a très justement rappelé qu'il n'y a pas de fonction bien définie au sein d'un G.T. Ceci dit, ces deux dernières années, j'ai essayé d'animer et coordonner les relations internationales.

2. Comment êtes-vous venus au mouvement Freinet ?

Manolo. — Personnellement, j'ai commencé à avoir des contacts avec le mouvement, il y a dix à douze ans. Le mouvement n'était pas encore constitué dans sa forme actuelle... disons d'après la dictature. Il n'était d'ailleurs pas constitué en mouvement : il n'existait que quelques groupes dans certaines provinces. Ces groupes se formaient d'une manière différente suivant l'endroit. La seule chose qui nous unissait un tant soit peu, et notamment dans le groupe qui est à l'origine du mouvement à Grenade, c'est que nous étions des gens qui sortaient quelque peu de la norme et à qui il semblait nécessaire de changer l'Ecole. Nous voyions bien que ce qu'on nous avait appris à l'Ecole Normale était très insuffisant, que devant les enfants nous ne faisons que reproduire

le rôle ou reproduire les schémas de l'Ecole que nous avons vécue.

Nous nous disions que cela ne pouvait continuer ainsi. Les années étaient passées et l'Ecole devait changer, car nous nous apercevions qu'elle ne répondait pas du tout aux besoins des enfants.

Donc, des groupes de ce type se formaient, prenaient des contacts entre eux, essayant de mettre en commun leur réflexion, aboutissant (au moins pour ce qui est du G.T. de Grenade) spontanément à la découverte de la pédagogie Freinet. Après avoir analysé plusieurs systèmes pédagogiques, nous «entrâmes» dans la pédagogie Freinet.

Nous prîmes des contacts avec d'autres groupes au niveau international, nous assistâmes à quelque congrès de l'I.C.E.M. pour, enfin, en... 1974, constituer le mouvement espagnol, sous le nom de «Association pour la Correspondance et l'Imprimerie Scolaire» (A.C.I.E.S.). Car il s'agissait de détourner l'attention, de se camoufler... Ce n'est qu'en 1976 que le mouvement peut prendre le nom de Movimiento Cooperativo de Escuela Popular.

Baltasar. — Mon premier contact avec la pédagogie Freinet se fit par l'intermédiaire d'un groupe d'A.C.I.E.S. Je n'avais pas de positions politiques ou pédagogiques bien précises. Cependant, j'avais le sentiment que ce que j'avais étudié à l'E.N. ne servait pas.

Je me souviens du premier trimestre où j'ai commencé à travailler en classe, j'ai essayé d'enseigner comme on m'avait appris, et ça ne marchait pas.

C'est alors qu'on m'offrit quelques livres de Freinet : *Les dits de Mathieu* et *Pour une Ecole du Peuple*. A leur lecture, le chemin me paraissait plus clair. Je pris contact avec un camarade qui m'introduisit dans le groupe d'A.C.I.E.S. de Madrid.

3. Que représente le M.C.E.P. et la pédagogie Freinet pour chacun de vous ?

Manolo. — Avant tout, une volonté de changer quelque chose, de trouver un meilleur fonctionnement pour la classe.

Mais au-delà de cette vue un peu technique, la pédagogie Freinet pour nous — G.T. de Grenade qui nous réunissions déjà avant que le mouvement n'existe — était une approche des problèmes de l'Ecole, en termes

politiques (et à l'époque ce mot avait une résonance particulière). Cette approche correspondait, d'une certaine façon, à ce que nous pensions que devait être notre lutte à l'intérieur de l'Ecole. Non pas une lutte pour arriver seulement à ce que les enfants travaillent mieux ou qu'ils aient plus de plaisir à travailler, mais parce que ceci participait d'une volonté de transformation de la société.

Baltasar. — Pour ma part, comme je l'ai déjà dit, au début la pédagogie Freinet représentait une possibilité de travailler dans l'Ecole d'une façon plus intéressante. Dans ce sens, le groupe (d'A.C.I.E.S.) m'apportait des réponses très concrètes. Je pense d'ailleurs qu'une grande partie de ma prise de conscience et de ma conception de la société s'est faite à l'intérieur de ce groupe. J'en suis arrivé à concevoir le M.C.E.P. comme un instrument qui me permet de travailler à la transformation de cette société. Je pense que le mouvement est apte à apporter une réponse collective et organisée aux problèmes de société.

4. Présentez-nous le M.C.E.P. Parlez-nous de ses objectifs, de sa composition, de son influence, de ses principales activités, de ses revues, etc.

Baltasar. — Parlons d'abord de l'organisation du M.C.E.P., car je crois qu'elle diffère de celle du reste des mouvements que je connais.

Le mouvement, en Espagne, est constitué de G.T. qui fonctionnent d'une façon autonome, même s'ils sont liés entre eux par les congrès et donc par certains accords.

Ce qui est commun, ce sont les publications et un secrétariat national qui n'a pas le rôle de représentation du mouvement (comme c'est le cas pour le mouvement italien).

Le secrétariat national anime et coordonne les travaux de tout le mouvement...

Manolo. — ... Sans aucune espèce de pouvoir exécutif comme peut l'avoir le C.D. de l'I.C.E.M. ou le C.A. de la C.E.L. Ce qui est décidé en congrès est mis à exécution non par le S.N. mais par les G.T. ou par les groupes de travail qui existent au niveau national ou encore par les commissions nationales créées pour travailler sur un problème particulier, à la demande du congrès.



Il existe également un service de publication qui dépend de la coopérative du mouvement. Celle-ci apporte du matériel pour la classe comme l'imprimerie. Sur le plan des publications, elle édite notre revue *Collaboracion*, une collection centrée sur les expériences pédagogiques, des livres sur le M.C.E.P., du matériel scolaire et une collection de livres d'enfants. Il ne s'agit pas de livres d'adultes pour des enfants mais bien de littérature enfantine...

On peut dire qu'il existe un groupe dans chaque province, à l'exception de certaines provinces de la zone centrale (Castille), où le mouvement a moins d'audience, essentiellement parce que le niveau de conscience et de lutte des maîtres de ces régions est assez peu élevé.

Notre implantation est rendue difficile du fait d'une image de marque assez politisée qui constitue un frein à d'éventuelles adhésions.

S'agissant des objectifs, il sera difficile de les résumer. Ils sont en partie rassemblés dans un document élaboré au congrès de Salamanque, il y a cinq ans. Or, les choses ont évolué. Nous vivons une situation socio-politique très marquée par la dictature finissante. En ce temps-là les questions politiques primaient sur les aspects techniques. Et même ceux-ci étaient fonction d'idées de réformes structurelles administratives de l'enseignement, et non de débats idéologiques globaux sur ce que pouvait être la pédagogie, ce que pouvait être l'Education, ce que pouvait être l'Ecole dans un système général.

Nous étions axés sur une analyse de l'Ecole sous la dictature, avec des problèmes concrets à résoudre à ce moment-là, ce que nous faisons plus comme un mouvement revendicatif que comme mouvement ayant une analyse globale de l'Ecole.

Actuellement, tout ceci est en train de se diluer, ça n'a plus la même utilité.

Ces revendications, même si certaines restent d'actualité ne font pas partie de nos objectifs prioritaires. Ceux-ci peuvent se définir par une volonté de renforcer nos techniques d'enseignement et par une reformulation idéologique de notre pédagogie et de ce que nous entendons par Ecole.

Baltasar. — Le bagage de notre mouvement est en train de se développer. Je l'ai vu croître surtout à l'occasion de nos trois derniers congrès, où les groupes de travail ont pu trouver une réelle cohésion. Dans ces groupes, nous essayons d'approfondir nos alternatives pédagogiques, l'idéologie qu'elles sous-tendent, le rôle de l'éducation et les réponses concrètes qui rendraient possible cette transformation de l'Ecole qui nous mènerait aussi à la transformation sociale. Ceci d'une part.

D'autre part, il existe des obstacles hors de la classe qui empêchent la mise en pratique de cette pédagogie.

Aussi la tâche du mouvement peut se résumer en deux points : définir une pédagogie qui libère l'enfant et qui libère la classe ouvrière ; lutter contre ces obstacles structurels par la réduction des effectifs, par la mise en place d'équipes pédagogiques, par une redéfinition des programmes, par une gestion démocratique des établissements scolaires.

5. Le mouvement Freinet a-t-il une quelconque influence sur le mouvement syndical ?

Manolo. — Bien sûr, il y a une influence « première », du fait que le mouvement Freinet fonctionnait déjà alors que le mouvement syndical était dans la clandestinité — puisque partis et syndicats étaient interdits.

Notre mouvement, qui était constitué en association d'enseignants à vocation pédagogique, en apparence, regroupait en réalité une série de revendications de caractère syndical ou politique et réunissait également les éléments les plus actifs, les plus militants du corps enseignant, dans les différentes provinces.

Le développement syndical a donc été déterminé par le fait que beaucoup des personnes qui sont à l'origine du mouvement syndical faisaient déjà partie du mouvement Freinet.

C'est ainsi qu'il y a eu un transfert des revendications et des positions du mouvement vers les organisations syndicales. De sorte que les premières luttes qui surgirent dans le corps enseignant, furent organisées grâce aux structures sommaires du mouvement Freinet.

Dans une phase ultérieure, une coordination de toutes les provinces élaborait une plate-forme entraînant la séparation « organique » entre les organisations syndicales et le mouvement Freinet.

6. Les camarades du mouvement adhèrent à quel(s) syndicat(s) ?

Manolo. — Il y en a à la C.N.T., à la F.E.T.E., à Comisiones Obreras, à la

U.C.S.T.E. Essentiellement à la U.C.S.T.E... Il faut tout dire (rire)... même si ce n'est pas mon syndicat...

Note du traducteur : La C.N.T. est un syndicat qui se définit comme anarco-syndicaliste. La F.E.T.E. est la branche des enseignants de la U.G.T. qui est très ouvertement la centrale du Parti Socialiste (P.S.O.E.). Comisiones Obreras est la centrale du P.C. U.C.S.T.E. : syndicat unitaire autogestionnaire.

7. Ici, au congrès du M.C.E.P., on entend souvent parler de « Escuelas de Verano ». Pouvez-vous dire ce que sont ces « Ecoles d'Été » ?

Baltasar. — La formation des maîtres dispensée par le ministère est pratiquement nulle. Aussi y a-t-il un réel besoin de rénovation pédagogique parmi les maîtres. Les Ecoles d'Été sont venues répondre, en quelque sorte, à ce besoin que le ministère ne couvrait pas.

Manolo. — A l'origine, il s'agit d'une expérience qui se développe en Catalogne pendant la République et qui d'une certaine façon reprend dans les années 60, toujours en Catalogne.

Cette Ecole d'Été (de Rosa Sensat) prend de l'ampleur, y participent des maîtres venant d'autres régions et ainsi le principe s'étend à l'ensemble du pays. Actuellement, rares sont les provinces qui n'organisent pas leur Ecole d'Été.

Le Mouvement Coopératif participe à beaucoup d'entre elles, parfois même il en assume seul l'organisation.

Ailleurs, l'organisation est partagée avec d'autres groupes pédagogiques ou avec les syndicats.

Baltasar. — A l'Ecole d'Été de Madrid (3 000 participants en 81), nous participons seulement en tant que mouvement qui vient exposer un ensemble de positions et de points de vue. Il n'y est pas au niveau de l'organisation.

Le risque que courent les Ecoles d'Été c'est de tomber dans le didactisme, c'est qu'on ne parle que d'une rénovation purement didactique, oubliant toute une série de revendications ou de transformations qu'il faut apporter à un autre niveau.

Aussi, je crois que le mouvement devrait essayer de peser davantage pour que cette série de positions comme la gestion démocratique des établissements, la création d'équipes pédagogiques, etc., prennent une importance revendicative accrue dans ces Ecoles d'Été.

8. Qui finance ces Ecoles d'Été ?

Manolo. — C'est variable. En Catalogne, par exemple, il y a une volonté de la part du gouvernement de la Generalitat de prendre en main ces Ecoles d'Été pour en faire des Ecoles d'Été de la Generalitat. De fait, c'est ce qui est arrivé cette année puisqu'elle l'a entièrement financée. C'est le cas également pour les Ecoles d'Été d'Euskadi (l'autre gouvernement autonome). La raison en est évidente.

Chaque Ecole d'Été cherche un financement ; c'est une condition de son existence, puisque l'administration du Ministère de l'Education n'apporte pas son

soutien. L'aide vient des Conseils Généraux (lorsqu'ils sont à gauche) ou des municipalités (idem). Mais les subventions sont faibles.

9. En marge du M.C.E.P. existe-t-il d'autres mouvements pédagogiques ?

Baltasar. — Au niveau national il n'en existe pas d'autres. Cependant, il existe des collectifs d'enseignants, des associations de maîtres dans certaines provinces ou dans les «nationalités».

Manolo. — Il s'agit bien d'associations de maîtres, aux objectifs essentiellement didactiques. En plus d'être limités quant aux objectifs, ils sont aussi très limités géographiquement.

10. Quelles sont vos relations avec les associations de parents et organisations diverses ?

Manolo. — Le problème c'est qu'on ne peut pas généraliser sur le M.C.E.P. du fait que chaque G.T. a son autonomie et sa dynamique propre.

Ceci dit, dans le G.T. de Grenade, il existe des contacts avec les associations de parents, les associations de quartier, sous la forme de réunions d'information, de débats sur une alternative d'Education Populaire.

Nous avons, par contre, des relations plus profondes avec les municipalités. Ainsi, à Grenade, le M.C.E.P., fait partie de la Commission Municipale d'Ecoles Infantines, qu'il a d'ailleurs promue, organise une série d'activités telles que colonies, centre aérés, etc.

Baltasar. — Je crois que les relations avec les syndicats et les autorités locales sont en train de s'approfondir et ce depuis que le M.C.E.P. est capable d'apporter des réponses concrètes.

Ainsi à Madrid, on organise parfois dans les syndicats des journées de propagande. Il s'agit de dynamiser la vie pédagogique de ces syndicats qui, bien qu'ayant des alternatives pédagogiques générales ont besoin de contenus pour les remplir.

Manolo. — Il faut dire que les syndicats, en Espagne, contrairement aux syndicats français, n'ont pas de projet pédagogique bien défini. Ils sont axés plus sur des aspects revendicatifs ou politiques que sur des aspects proprement pédagogiques ; probablement parce que la période de rodage n'est pas suffisante.

Le M.C.E.P. a donc des rapports intéressants avec les syndicats puisqu'il est le seul à pouvoir couvrir cette carence.

Baltasar. — C'est pourquoi nos articles sont toujours les bienvenus dans les publications syndicales.

Quant à nos rapports avec les municipalités, à Madrid, dans un quartier qui s'appelle Vallecas, nous participons au Conseil Municipal d'Education et en tant que mouvement nous avons organisé une série de Journées d'Ecole Populaire où étaient réunis des maîtres, des parents et des élèves. Une Commission Municipale d'Education a été créée, cette année, et nous pensons participer dans

l'esprit de ce qui se fait à Grenade et dont Manolo vient de parler.

En outre, il y aura, au début de cette année scolaire, des journées sur l'«école publique aujourd'hui». Nous y serons comme mouvement pédagogique aux côtés de syndicats et autres partis politiques.

Manolo. — A Grenade, un autre aspect qui nous semble important, c'est, disons, le «front culturel». Il faut dire qu'en Espagne, il n'y a pas non plus d'association du type des C.E.M.E.A. ou des F.F.C. en France qui couvre les loisirs. Nous essayons donc de travailler dans cette direction. Nous nous donnons des objectifs qui déterminent le plan de travail du G.T. pour l'année. Ainsi l'an passé a été essentiellement consacré à la création de bibliothèques publiques. L'année d'avant, ce fut celle des «semaines culturelles». Il s'agit de créer une dynamique qui, dans les villes ou villages, développe un environnement culturel. Alors, si dans 50 villes ou villages, nous arrivons à impulser des semaines culturelles avec des contenus réellement de promotion de l'individu, si nous réussissons à faire créer 10 bibliothèques aux conceptions différentes, j'estime que nous avons fait un grand pas en avant.

11. Quelles sont vos relations avec le pouvoir ? Connaît-on le mouvement en «haut lieu» ?

Manolo. — C'est relatif. On ne nous connaît pas beaucoup dans l'ensemble et c'est en partie parce que le mouvement est composé essentiellement d'instituteurs, c'est-à-dire le bas de la hiérarchie éducative. Bien qu'étant relativement nombreux, nous avons une répercussion minime sur les «hautes sphères» de l'administration. Alors que si le mouvement était composé de professeurs d'université, le gouvernement serait certainement plus prudent.

Nous sommes cependant plus ou moins reconnus au niveau des Inspections Académiques ou des inspecteurs de circonscription. Mais en réalité ils connaissent moins le mouvement que le «portrait robot» de l'instituteur Freinet. L'exemple type est celui de l'inspecteur qui ouvre la porte de la classe et qui dit : «Ah ! il en est aussi.» Ou qui arrive dans l'école et qui demande si quelqu'un en est...

Les rapports avec l'I.A. ou avec les inspecteurs (au moins dans la province de Grenade) sont toujours très tendus et conflictuels.

Depuis peu, il y a quelque inspecteur avec lequel on arrive à discuter, qui laisse faire. Mais c'est très rare.

Baltasar. — A Madrid, je crois que nous ne sommes pas très connus des services académiques. Par contre, nous le sommes au niveau de la «Diputación Provincial» (niveau comparable : préfecture, n.d.t.) ou au niveau de la municipalité puisque c'est avec elles que nous avons travaillé.

Il existe également quelques relations presque normales avec les inspecteurs de circonscription. A l'occasion des réunions organisées par eux, nous essayons de faire connaître nos idées.

Manolo. — Il faut rappeler que le mouvement Freinet est né dans la clandestinité et pendant longtemps nous n'avons pas voulu nous faire connaître, nous avons vécu en marge. Aujourd'hui, nous avons du mal à nous défaire de vieux réflexes. Nous avons tendance à ne pas trop apparaître, à «rester à l'ombre».

12. A ce propos, comment avez-vous vécu la tentative de coup d'état du 23 février ? Que s'est-il passé dans votre esprit ?

Baltasar. — Moi, j'étais à Madrid. En tant que militant du M.C.E.P., je ne me sentais pas menacé. Il me semblait qu'il n'était pas dans les intentions premières des auteurs du coup d'état d'aller s'occuper des gens du M.C.E.P. En tant que syndicaliste, par contre, je me faisais davantage de souci.

Manolo. — A Grenade, nous étions plus inquiets, car nous avons déjà eu des problèmes avec des groupes d'extrême droite (détériorations diverses dans notre local, par exemple). C'est pourquoi nous mîmes en lieu sûr des listes de noms, et une série de documents.

Au niveau individuel, il est difficile de dire si tu dois craindre pour ta sécurité en tant que militant du M.C.E.P., en tant que militant syndical ou en tant que militant politique.

13. Au niveau interne, quels sont vos problèmes majeurs ?

Manolo. — Outre les problèmes d'organisation et de coordination de nos actions, je crois qu'il y a un problème de contenus.

En effet, jusqu'à présent, nous avons vécu sur des rentes, c'est-à-dire sur les patrimoines d'autres mouvements et notamment du vôtre. Ces apports nous ont été d'une grande utilité parce qu'ils représentaient un progrès important par rapport à ce que nous avions. Cependant, il s'est agi de reprendre votre patrimoine sans qu'il y ait un processus de maturation, sans qu'il soit adapté à notre réalité ou sans qu'il soit actualisé. Maintenant, après avoir remis en question ces apports, nous souffrons d'un manque d'analyses et de perspectives au niveau idéologique.

14. Que représente l'I.C.E.M. pour vous ?

Manolo. — Jusqu'à présent notre attente vis-à-vis du mouvement français était essentiellement basée sur la possibilité d'obtenir un tas de techniques et de matériel. En effet, les congrès I.C.E.M. auxquels nous avons participé ainsi que les R.I.D.E.F. nous avaient montré cette seule facette de l'I.C.E.M. Sur le plan idéologique, nous nous sentions plus proches du mouvement italien.

Actuellement, je crois que des possibilités nouvelles se font jour. Je pense qu'il pourrait se développer un échange au niveau des groupes de travail, sur les expériences d'interventions sur l'environnement social, syndical, politique ou administratif.